



Le train du Partenariat économique régional global a quitté la gare et laissé l'Inde derrière

L'événement le plus marquant de l'ANASE a été la convergence des mouvements vers l'intégration de l'Asie, laissant New Delhi de côté pour l'instant.

Par [Pepe Escobar](#)

Région : [Asie](#)

Mondialisation.ca, 06 novembre 2019

Un train à grande vitesse panasiatique a quitté la gare - et laissé l'Inde derrière. Le Partenariat Économique Régional Global (RCEP), qui aurait été le plus grand accord de libre-échange au monde, n'a pas été signé à Bangkok. Il sera probablement signé l'année prochaine au Vietnam, à condition que New Delhi aille au-delà de ce que l'ANASE, avec une finesse diplomatique qui cache à peine la frustration, [décrit](#) comme « des questions en suspens, qui restent sans solution ».

Le partenariat réunissant 16 nations - les 10 de l'ANASE plus la Chine, le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et, en théorie, l'Inde - aurait réuni 3,56 milliards de personnes et 29% du commerce mondial.

Comme on pouvait s'y attendre, il a été présenté comme le grand événement parmi les nombreuses réunions très médiatisées liées au [35e sommet de l'ANASE](#) en Thaïlande, alors que le RCEP intègre de facto davantage les économies asiatiques à la Chine, alors que l'administration Trump est engagée dans une bataille à grande échelle contre tout de l'Initiative Ceinture et Route à Made in China 2025.

Le vice-Ministre chinois des Affaires Étrangères Le Yucheng a été franc : « *Ce sont les 15 nations qui ont décidé d'avancer en premier* ». Et il a ajouté « *il n'y aura aucun problème pour les 15 nations à signer le RCEP l'année prochaine* », lorsque le Vietnam prendra la présidence de l'ANASE.

Il n'est pas difficile de comprendre où se situe le « problème ».

Mahathir « déçu »

Les diplomates ont confirmé que New Delhi a présenté une série de demandes de dernière minute en Thaïlande, forçant beaucoup de gens à travailler tard dans la nuit, sans succès. Le Ministre thaïlandais du commerce, Jurin Laksanawisit, a essayé de faire bonne figure : « *La négociation d'hier soir a été concluante* ».

Ce n'était pas le cas. Le Premier Ministre malaisien Mahathir Mohammad - dont l'expression faciale sur la photo de famille était inestimable, puisqu'il serrait la main d'Aung San Suu Kyi à sa gauche et de personne à sa droite - avait déjà [vendu la mèche](#). « *Nous sommes très déçus* », a-t-il ajouté : « *Un pays fait des demandes que nous ne pouvons pas accepter* ».

L'ANASE, qui élabore un monument au protocole pointilleux et au sauvetage de la face, insiste sur le fait que les quelques questions en suspens « *seront résolues d'ici février 2020* », le texte des 20 chapitres du RCEP achevé « *en attendant la résolution d'un membre* ».

Le RCEP s'étend sur un vaste territoire, couvrant le commerce des biens et services, l'investissement, la propriété intellectuelle et le règlement des différends. Le « problème » indien est extrêmement complexe. En fait, l'Inde a déjà conclu un accord de libre-échange avec l'ANASE.

Dans la pratique, le RCEP étendrait cet accord aux autres grands pays, dont la Chine, le Japon et la Corée du Sud.

New Delhi insiste sur le fait qu'elle défend les agriculteurs, les propriétaires de laiteries, l'industrie des services, les secteurs de l'industrie automobile – en particulier les voitures hybrides et électriques, et les très populaires véhicules à trois roues – et surtout les petites entreprises dans tout le pays, qui seraient dévastées par un tsunami accru de marchandises chinoises.

L'agriculture, le textile, l'acier et les intérêts miniers en Inde sont totalement contre le RCEP.

Pourtant, New Delhi ne mentionne jamais les produits japonais ou sud-coréens de qualité. Tout tourne autour de la Chine. New Delhi soutient que la signature de ce qui est largement interprété comme un accord de libre-échange avec la Chine ferait exploser son déficit commercial déjà important de 57 milliards de dollars par an.

Le secret à peine déguisé, c'est que l'économie de l'Inde, comme le montre l'histoire, est fondamentalement protectionniste. Il est impossible qu'une éventuelle suppression des droits de douane agricoles protégeant les agriculteurs ne provoque pas un cataclysme social.



Modi, qui n'est pas vraiment un homme d'État audacieux avec une vision globale, se retrouve entre le marteau et l'enclume. Le président Xi Jinping lui a proposé un « plan sur 100 ans » pour le partenariat Chine-Inde lors de leur dernier sommet bilatéral informel.

L'Inde est membre du BRICS, elle fait partie de la troïka Russie-Inde-Chine qui est actuellement au centre du BRICS et est également membre de l'Organisation de Coopération de Shanghai.

D'un point de vue géopolitique et géoéconomique, il n'est guère logique que l'Inde soit

exclue du RCEP – ce qui signifie exclue de l'intégration de l'Asie de l'Est et du Sud-Est. La seule solution réalisable pourrait être un accord bilatéral complexe entre l'Inde et la Chine dans le cadre du RCEP.

Reste à savoir si les deux acteurs seront en mesure d'y parvenir avant le sommet du Vietnam en 2020.

Réunir le tout

L'Inde n'était qu'une partie de l'histoire de la fête du sommet en Thaïlande. Lors de l'important Sommet de l'Asie de l'Est, tout le monde discutait activement de multiples voies vers le multilatéralisme.

L'administration Trump vante ce qu'elle appelle la Stratégie Indo-Pacifique Libre et Ouverte – qui est encore une autre stratégie de confinement de facto de la Chine, rassemblant les États-Unis, l'Inde, le Japon et l'Australie. L'Indo-Pacifique est très présent à l'esprit de Modi. Le problème est que « l'Indo-pacifique », comme le conçoivent les États-Unis, et le RCEP sont incompatibles.

L'ANASE, au contraire, a élaboré sa propre stratégie : Perspectives de l'ANASE sur l'Indo-Pacifique (AOIP) – qui intègre tous les principes habituels de transparence, de bonne gouvernance, de développement durable et de règles, ainsi que des détails sur la connectivité et les différends maritimes.

Tous les 10 pays de l'ANASE sont derrière l'AOIP, qui est, en fait, à l'origine une idée indonésienne. Il est fascinant de savoir que Bangkok et Jakarta ont travaillé ensemble à huis clos pendant pas moins de 18 mois pour parvenir à un consensus complet au sein des 10 de l'ANASE.

L'histoire la plus marquante de la Thaïlande a été, en fait, la convergence d'une myriade d'initiatives en faveur de l'intégration asiatique. Le Premier Ministre chinois Li Keqiang a fait l'éloge des perspectives d'intégration de Ceinture et Route avec ce que l'on appelle le Plan Directeur des Activités de l'ANASE, qui est la partie connectivité de l'AOIP.

Le Sud-Coréen Moon Jae-in s'est empressé de vanter les mérites de sa politique du Sud, qui est essentiellement l'intégration de l'Asie du Nord-Est et du Sud-Est. Et n'oublions pas la Russie.

Lors du sommet de l'ANASE sur les affaires et les investissements, le Premier Ministre russe Dmitri Medvedev [a tout mis ensemble](#) : l'éclosion du Partenariat de la Grande Eurasie, unissant l'Union Économique Eurasiatique, l'ANASE et l'Organisation de Coopération de Shanghai, sans parler, selon lui, des « autres structures possibles », qui est un code pour Ceinture et Route.

Ceinture et Route est en train de développer ses liens avec le RCEP, l'Union Économique Eurasiatique et même le Mercosur d'Amérique du Sud – quand le Brésil aura finalement viré Jair Bolsonaro du pouvoir.

Medvedev a noté que cette fusion d'intérêts a été unanimement soutenue lors du sommet Russie-ANASE à Sotchi en 2016. Le Vietnam et Singapour ont déjà conclu des accords de libre-échange avec l'Union Économique Eurasiatique, et le Cambodge, la Thaïlande et l'Indonésie sont sur le point de le faire.

Medvedev a également noté qu'un accord de coopération commerciale et économique entre la Chine et l'Union Économique Eurasiatique a été signé fin octobre. Vient ensuite l'Inde, et un accord commercial préférentiel entre l'Union et l'Iran a également été signé.

En Thaïlande, la délégation chinoise n'a pas abordé directement la Stratégie Indo-pacifique Libre et Ouverte des États-Unis. Mais Medvedev l'a fait, avec force :

« Nous sommes favorables au maintien du système efficace de relations d'État à État qui a été mis en place sur la base de l'ANASE et qui a fait ses preuves au fil des ans. À cet égard, nous pensons que l'initiative US constitue un défi sérieux pour les pays de l'ANASE, car elle peut affaiblir la position de l'association et la priver de son statut d'acteur clé dans la résolution des problèmes de sécurité régionale » .

Les sommets vont et viennent. Mais ce qui vient de se passer en Thaïlande restera une nouvelle illustration graphique de la myriade d'initiatives concertées menant à une intégration progressive et irréversible de l'Asie - et de l'Eurasie. C'est à Modi de décider quand et si il veut monter dans le train.

Pepe Escobar

Article original en anglais :



[Asia's Regional Comprehensive Economic Partnership \(RCEP\): The RCEP Train Left the Station, and India, Behind](#)

Cet article a été publié initialement en anglais par [Asia Times](#)

Traduction par [Réseau International](#)

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Pepe Escobar](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : [Pepe Escobar](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca